



EXECUTIVE DIRECTOR

INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON, D. C. 20431CABLE ADDRESS
INTERFUND

Le 29 mars 1993

Monsieur le Conseiller fédéral
Otto Stich
Chef du Département fédéral
des Finances
Berne
Par Telefax

Monsieur Markus Lusser
Président de la
Direction générale
Banque nationale suisse
Zurich
Par Telefax

Assistance technique aux pays de l'ancienne Union soviétique

Monsieur le Conseiller fédéral,
Monsieur le Président,

Le soussigné se permet de vous écrire pour attirer votre attention sur l'ampleur et l'urgence des besoins d'assistance technique dans les pays de l'ancienne Union soviétique et plus particulièrement dans ceux qui font partie de notre groupe de vote.

Ainsi que vous le savez, ces pays, comme ceux des anciens empires coloniaux, ont acquis leur indépendance alors qu'ils n'y étaient pas préparés. En particulier, ils ne disposaient d'aucune infrastructure et d'aucun personnel pour la formulation et la mise en oeuvre de leur politique économique. Alors que l'on avait d'abord pensé qu'ils resteraient dans la zone rouble et que la politique monétaire serait faite à Moscou, l'hyperinflation qui mine cette monnaie condamne à l'échec toute politique économique raisonnable dans les anciennes républiques soviétiques. La nécessité les pousse et le FMI les encourage maintenant à introduire leur propre monnaie et cela dans les mois qui viennent. Ce



- 2 -

développement a beaucoup accru l'ampleur et l'urgence des besoins de technologie monétaire.

En effet, il va s'agir, d'une part, de placer auprès de chaque banque centrale une poignée d'experts qui la guideront dans l'introduction de sa monnaie et dans la mise en route de ses opérations, y compris les transactions de change. Il s'agira, d'autre part, de former à très bref délai un nombre suffisant de fonctionnaires de banque centrale pour chacune des républiques, formation qui devrait être dispensée en partie sur place, en partie à l'étranger.

Le FMI va faire tout ce qui est en son pouvoir pour couvrir ces besoins par l'envoi d'experts et par l'entremise de l'Institut de Washington et de celui de Vienne. Mais il est évident qu'une mobilisation des bonnes volontés dans les banques centrales et dans les gouvernements occidentaux est également nécessaire. A ce stade, le risque n'est pas de faire trop ou d'avoir des doubles-emplois, mais de faire trop peu et de voir ces jeunes républiques s'enfoncer à leur tour dans le chaos monétaire.

A ma connaissance, la Banque nationale a intégré un expert dans une mission d'assistance technique du FMI au Kyrghistan. Mais l'on attend bien davantage de la Suisse. Le gouverneur de la Banque centrale d'Ouzbékistan, Mulladjanov, a demandé lors de mon passage à Tashkent que la Banque nationale suisse place un conseiller près de lui dans la perspective de l'introduction d'une monnaie nationale. Camdessus, dans son entretien avec le président du Turkménistan n'a pas mentionné sans arrière-pensée l'aide que les autorités monétaires suisses pourraient apporter à son pays. Le management du FMI, comme il me l'a fait comprendre après l'entretien, trouve que nous pourrions faire plus en matière d'assistance technique aux pays de notre groupe et il va probablement en

- 3 -

toucher un mot au gouverneur et au vice-gouverneur suisses à la prochaine occasion. Certains membres du "staff" ne se gênent pas pour dire au soussigné que la Suisse n'aurait peut-être pas dû se battre pour prendre la tête d'un groupe de pays si elle avait si peu d'appui à leur offrir. C'est que les réticences manifestées jusqu'ici à s'engager dans l'aide technique ne sont pas contrebalancées par une générosité particulière en matière d'assistance financière. Après les déclarations d'intention faites par les représentants suisses au groupe pré-consultatif sur le Kyrghistan en décembre dernier, le "staff" a été déçu d'apprendre en janvier que notre pays n'avait encore rien à promettre, contrairement aux Pays-Bas qui ont accepté de fournir une aide de cinq millions de dollars comprenant les pesticides refusés par la Suisse. (A ce jour, on ne sait pas encore si la Suisse sera en mesure d'annoncer une contribution financière lors de la réunion du comité consultatif sur le Kyrghistan prévue en principe pour le 8 avril prochain).

Revenant à l'assistance technique, je comprends bien les difficultés qu'il y a à mettre sur pied quelque chose de valable en peu de temps. Néanmoins il devrait être possible, en faisant fonctionner certains "incentives", d'amener quelques experts actifs ou de "jeunes" retraités à passer deux ou trois mois dans une banque centrale de notre groupe. Ces pays ne présentent pas de risques en matière de sécurité et de santé. En cas d'urgence un rapatriement par la Garde aérienne serait parfaitement possible. Et ce serait une expérience professionnelle intéressante de conseiller une banque centrale dans la période cruciale de mise en circulation d'une monnaie nationale.

J'ai noté avec satisfaction que Gerzensee allait s'ouvrir aux pays en transition. Toutefois étant donné les connaissances linguistiques des fonctionnaires appartenant aux banques centrales de notre groupe et leurs besoins

- 4 -

spécifiques, qui sont d'ordre essentiellement pratique, je me demande s'il ne serait pas possible d'organiser un cours spécial à leur intention en plus et, le cas échéant, en dehors de Gerzensee. Il y a assez d'interprètes russe-allemand ou russe-français à Genève, à Berne, à Zurich pour surmonter l'obstacle de la langue.

Quant à la coordination entre banques centrales occidentales, la réunion convoquée à Bâle pour le 19 avril prochain devrait permettre d'y pourvoir.

En espérant que vous pourrez donner une suite favorable à ces quelques lignes qui ont été dictées par l'intérêt de la chose, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Daniel Kaeser

Copie:

DFAE - M. le Secrétaire d'Etat J. Kellenberger
- M. le Directeur Fritz Stachelin
DFEP - M. le Secrétaire d'Etat F. Blankart
DFF - M. le Secrétaire d'Etat U. Gygi